

ROUTES NATIONALES FERMÉES, RASSEMBLEMENTS DEVANTLE SIÈGE DE LA WILAYA...

Béjaïa renoue avec la protesta

La wilaya de Béjaïa a vécu, hier dimanche, un énième début de semaine particulièrement très agité.

Pas moins de trois mouvements de protestation sont enregistrés durant la journée à El Kseur et au niveau du chef-lieu de wilaya où des manifestants ont procédé à la fermeture des principaux axes routiers reliant la wilaya de Béjaïa et les autres régions du pays.

C'est ainsi que les RN 12 et 9 reliant respectivement la wilaya de Béjaïa aux wilayas de l'est et du centre du pays ont été fermées à la circulation à l'entrée de la ville de Béjaïa par les habitants du quartier des Quatre Chemins, en signe de protestation contre le projet de réalisation d'une promotion immobilière dans leur cité.

A El Kseur, ce sont les résidents des deux lotissements 130 et 131 qui ont investi la rue à travers le blocage de la RN 26 à l'en-

trée et à la sortie de leur ville. Les protestataires réclament le revêtement des différentes artères de leur quartier.

Intervenant sur les ondes de la radio locale, le maire d'El Kseur, Lounis Ouahab, a annoncé que le marché du goudronnage des deux lotissements a été confié à une entreprise et que les travaux, a-t-il précisé, devraient, «commencer dans une semaine». Plusieurs dizaines de citoyens du village Aït Ali Ouamhand, relevant de la municipalité de Tsakriout, à 60 km à l'est de Béjaïa ont observé un rassemblement devant le siège de la wilaya.

Les villageois protestataires veulent ainsi attirer l'attention de la première autorité de la wilaya sur la situation critique dans laquelle se trouve leur village après les intempéries du début du mois de février dernier. Les dernières intempéries ont provoqué un important glissement de terrain qui menace dangereusement le



La ville de Béjaïa inaccessible.

village, selon les protestataires. Les manifestants exigent la prise en charge et le relogement de onze familles actuellement hébergées au centre culturel de Taskriout, consécutivement aux dernières intempéries. Une délé-

gation des villageois a été reçue par le cabinet du wali en marge du regroupement devant le siège de la wilaya. Une audience qui n'a visiblement pas trop convaincu les protestataires. «Ce problème perdure depuis des années. A chaque

intempérie, on observe des glissements et des affaissements de terrain qui provoquent beaucoup de dégâts. Toutes nos requêtes sont restées vaines. Nous vivons le cauchemar, aujourd'hui, nous craignons le pire. La région était pourtant déjà classée zone rouge du temps de la France. Nous attendons du concret mais à chaque fois, ce sont les mêmes promesses», dira, très déçu, un villageois protestataire après l'entrevue avec les autorités de wilaya.

Il convient de signaler que la région de Taskriout a vécu le même cauchemar lors des graves intempéries de janvier 2009. Un plan d'actions pour la prise en charge du problème a été décidé lors d'une rencontre ayant regroupé le wali de l'époque, Ali Bedrici, les différents services techniques de la wilaya (DTP, DHW, DUCH), le chef de la daïra de Darguina et certains maires des municipalités affectées par les intempéries.

A. K.

CONSTANTINE

La RN 5 bloquée par des protestataires

Contestant la liste des bénéficiaires d'aides au logement rural, des dizaines d'habitants du 13E BK, sur le tronçon de la RN5 reliant le chef-lieu de wilaya de Constantine à la commune d'Aïn Smara, ont obstrué la route, hier, durant pratiquement toute la matinée.

«Les attributions douteuses», selon les citoyens, des aides octroyées par la commune d'Aïn Smara dans le cadre du dernier programme d'habitat à des personnes étrangères, seraient à l'origine de cette protestation. Ces derniers se disent étonnés de voir figurer dans la liste des bénéficiaires d'aides les noms de personnes n'ouvrant pas droit à cette

formule, destinée, en principe aux résidents des zones rurales et semi-urbaines. Un principe qui aurait été transgressé par les responsables en charge du dossier contrairement aux directives du chef de l'exécutif, affirment les protestataires. Ces derniers dénoncent également le rôle «suspect» de l'association des habitants de ce quartier, «illégitime» selon eux,

dans la confection des listes des bénéficiaires Usant de pneus brûlés, de troncs d'arbres et autres objets hétéroclites, les contestataires ont barré la RN 5 et ont exigé la révision de la liste des bénéficiaires. Le trafic routier, dense sur cet axe, a été sérieusement perturbé. Le maire de Aïn Smara, qui a pris langue avec les protestataires en présence des éléments de la Gendarmerie nationale, est arrivé après moult tractations à dissuader les contestataires, qu'il a invités à une audience dans son bureau durant l'après-midi.

F. B.

Les souscripteurs au programme Cnep-Assure investissent la rue

Apparemment, l'affaire des souscripteurs au programme des logements Cnep-Assure n'est pas près de connaître son épilogue. Hier encore, ils étaient des centaines à investir la rue menant à la gare routière ouest pour réclamer l'affichage des listes des bénéficiaires. Formant un barrage humain, ils ont bloqué, durant toute la matinée, la route au niveau du centre hippique de Boussouf.

Ainsi donc, le flou qui entourait les modalités d'attribution des logements, pourtant dissipé et par les responsables de la Cnep et par ceux de l'AADL, lesquelles avaient explicitement détaillé les conditions ouvrant droit au programme, n'auraient pas, semble-t-il, convaincu les milliers de prétendants. Ces derniers, inscrits en effet en 2006 sans pour autant détenir une justification écrite, continuent de se prévaloir comme étant éligibles d'office. Un argument battu en brèche par les responsables du programme qui avaient expliqué que les prétendants sont soumis, dans tous les cas de figure, aux exigences de la réglementation en vigueur. Toujours est-il que les souscripteurs, dans l'expectative depuis plusieurs années, ne l'entendent pas de cette oreille et continuent de manifester leur colère. En effet, il ne se passe pas un jour sans qu'ils n'organisent un sit-in ou bloquent une route.

F. B.

NABNI

Le coup de gueule de Mehdi Benaïssa

Des thèmes retenus par le réseau «Notre Algérie bâtie sur de nouvelles idées» (Nabni) dans le cadre du débat lancé en perspective du cinquantième de l'indépendance, les problématiques du secteur de la culture sont d'une actualité brûlante et méritent une attention. C'est le mal qui nuit le plus au pays...

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Producteur de cinéma et chargé du dossier culture dans le comité de pilotage de ce cercle de réflexion Nabni, Mehdi Benaïssa, du reste fils du célèbre dramaturge Slimane Benaïssa, en a gros sur le cœur. Le constat qu'il fait de la gestion du secteur de la culture est sans appel : «Rien n'encourage à la création culturelle». Il assène : «Il est aberrant qu'un pays aussi jeune soit géré suivant des méthodes aussi vieilles !»

D'après sa perception des choses, les lois qu'on continue de

promulguer n'ont aucune vision : «Une loi doit appuyer une vision. Or, ces lois sont là pour bloquer, interdire, pas pour protéger ou promouvoir. Même le concept de festival est confisqué. "Institutionnalisé", selon le vocable d'usage. C'est que je ne peux même pas être festif sans être appointé par le ministère de la Culture !»

La production culturelle suppose financement. C'est sur ce point précis que Mehdi Benaïssa était plus virulent. Tout est fait, estime-t-il, pour que la production passe par des financements publics, les mécanismes du marché ont été volontairement cassés. Sauf que cet argent ne sert pas la création.

16 millions d'euros pour le film *Hors-la-loi*...

«Il n'y a aucun terreau légal et personne ne se sent obligé de rendre des comptes à la communauté. Tout est fonds spéciaux et aucun ordonnateur financier ne présente des justificatifs de ses dépenses. Dans le domaine cinématographique, le comité de lectu-



Le réseau Nabni dénonce la gestion du secteur de la culture.

re, devenu comité de censure, ne vous répond même pas. Je ne suis pas obligé de prendre un café avec le ministre ou son chef de cabinet pour avoir des nouvelles de mon dossier. Pourquoi ne répond-on pas par écrit dans des délais assignés. Il faut qu'il y ait de la transparence. C'est de l'injustice, de la hogue», regrette-t-il. Et de souligner : «En tant que profes-

sionnels, nous sommes suffisamment outillés pour observer et analyser comment est géré cet argent.» Il révèle : «Le film *Hors la loi* par exemple, qui est un film français, a été financé à hauteur de 20 % par l'Algérie, selon M. Ahmed Bedjaoui. Et ces 20% c'est combien ? Moi j'ai eu l'information en France ! Le film a coûté 80 millions d'euros, l'Algérie, donc à travers le

FDATIC (Fonds de développement des arts, des techniques et du cinéma), a déboursé 16 millions d'euros pour réussir un film français au moment où on ne donne pas plus de 20 millions de DA (200 000 euros) pour les films algériens.» Et encore...

«Il y a aussi le lot de l'improvisation. Ce qui est diffusé actuellement en France sur la guerre d'Algérie a fait l'objet d'une réflexion qui date d'au moins deux ans. En Algérie, et en prévision du cinquantième de l'indépendance, nous sommes au mois de mars et nous sortons à peine du stade de la réflexion. Résultat : comme c'était toujours le cas, ce qui va se produire ici, ne sera regardé qu'en Algérie, contrairement aux films produits en France sur l'Algérie et qui sont regardés par le monde entier. Sur le plan de la communication internationale, c'est plutôt la catastrophe», conclut-il. C'était hier à Riadh El Feth en marge d'une conférence-débat tenue pour présenter les principaux résultats des groupes de travail Nabni.

L. H.